



Paris, le 16 novembre 2010

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement  
Hôtel de Roquelaure  
**Mme la Ministre Nathalie Kosciusko-Morizet**  
246 Bd Saint Germain  
75007 PARIS

**Objet : Demande d'audience**

Madame le ministre,

Le mouvement social actuel, dans lequel s'inscrivent l'ensemble des organisations syndicales du pays, revêt un caractère à l'évidence massif et déterminé. Cette mobilisation recueille le soutien d'une très large majorité de la population.

Nos organisations ont adressé à votre prédécesseur un courrier le 6 octobre dernier. Dans la foulée et en cohérence avec l'appel unitaire des organisations syndicales de la Fonction publique, nous avons décidé de boycotter les réunions avec l'administration du MEEDDM.

Cependant dans un souci de responsabilité et pour ne pas pénaliser durablement les personnels que nous représentons, nos organisations vous demandent une audience afin de reprendre nos échanges avec l'administration.

C'est pourquoi, de toute urgence et en complément à notre courrier du 6 octobre, nous vous demandons :

- de porter au sein du gouvernement et auprès du président de la République la volonté du plus grand nombre que la loi sur les retraites, inefficace et inacceptable, injuste pour tous les salariés et notamment les fonctionnaires, soit abrogée et qu'une nouvelle réforme soit conduite sur la base de véritables négociations.
- de tenir les engagements de votre prédécesseur concernant la pénibilité avec une prise en compte statutaire de celle-ci pour les personnels de votre ministère.
- de porter auprès du ministre de la Fonction publique ses engagements pour mettre en œuvre concrètement un processus de titularisation, de restreindre les possibilités de recours au non-titulariat et donc de faire abroger les dispositions permettant le recours à l'intérim et d'améliorer les droits des agents non-titulaires.

- l'arrêt des mesures RGPP et des réorganisations (notamment transfert des SN à VNF, ...) avec la mise en place d'une véritable négociation sur les missions et les moyens pour remplir au mieux les intérêts de toute la population et du service public.
- de confirmer votre volonté de maintenir une présence territoriale de proximité à travers les Directions Départementales Interministérielles, en arrêtant les suppressions massives de poste.
- la mise en œuvre sur le champ ministériel d'un véritable agenda social pour assurer la visibilité sur les champs des concertations et négociations à mener avec l'engagement de respect des moyens d'un dialogue social de qualité (moyens donnés aux organisations syndicales, délais et ordre du jour, études d'impact...).

Il n'est que temps d'en finir avec cette politique menée de façon autoritaire et avec le passage en force de réformes massivement contestées.

Le taux de participation de l'ordre de 70% des personnels aux élections du 19 octobre dernier est un signe fort de reconnaissance de l'activité syndicale et du soutien des revendications portées par nos organisations.

Madame la ministre, il ne tient qu'à vous de ne pas aggraver la situation conflictuelle et de relancer les conditions d'un dialogue social ouvert, organisé, de qualité et respectueux de vos partenaires et des personnels de ce ministère.

Résolument offensives, nos organisations syndicales vous demandent donc des réponses concrètes dans les meilleurs délais.

Pour la CGT	Pour la CFDT	Pour l'UNSA	Pour la FSU	Pour Solidaires	Pour la CFTC
J.M Rech	H. Lebreton	J.M Bally	H. Vullion	L. Pidancet	C. Sarafian

**P.J :**

L'appel unitaire du 6 octobre 2010.